

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2015)
Heft: [1]: Numéro Thématique DEVA

Artikel: Les relations internationales et la rupture stratégique
Autor: Soutou, Georges-Henri
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-781358>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Centre de commandement pour le lancement d'un missile balistique intercontinental (ICBM) MX | *Peacemaker*.
Photo © USAF.

Stratégie

Les relations internationales et la rupture stratégique

Georges-Henri Soutou

Président de l'Institut de Stratégie Comparée, Paris

La relation entre les Relations internationales et la rupture stratégique est complexe. Parfois une rupture stratégique (le passage de l'armée de métier à l'armée nationale, une révolution dans les armements, l'irruption d'un pays dans un domaine militaire ou dans une zone territoriale où on ne l'attendait pas) modifie de façon profonde l'échiquier international. Parfois au contraire c'est une rupture dans le domaine international (renversement d'alliances, oppositions idéologiques, soulèvement de peuples colonisés, profonde modification du système international) qui conduit à une rupture stratégique. Comme la stratégie est une composante essentielle des Relations internationales, ou au moins une continuation de celle-ci en période de tension, il n'est pas étonnant qu'une rupture dans l'un des deux domaines conduise à une rupture dans l'autre. Mais on n'est peut-être moins habitué à penser le problème dans le sens Relations internationales – stratégie que dans l'autre.

La rupture stratégique et ses conséquences internationales.

Rappelons quelques exemples historiques. Le passage aux armées de service universel, initié par la Révolution française, a fait voler en éclat la stratégie de l'Europe d'Ancien Régime, et du coup l'organisation du continent européen selon les principes de Westphalie (égalité des Etats légitimes, respect des traités, la guerre uniquement comme ultime recours quand la diplomatie a échoué).

Le passage à la révolution industrielle a conduit, par les progrès des transports et des communications, à une différence considérable entre l'armée du temps de paix et l'armée mobilisée, donc à la nécessité de ne pas se laisser distancer par l'adversaire potentiel, d'où l'importance des mécanismes d'alliances et l'enchaînement très rapide de juillet 1914. La Guerre de 1914 s'explique largement par les ruptures stratégiques qui l'ont précédée.

Le passage à la motorisation et au Blitzkrieg a fait voler en

éclats le système de Versailles et de la SDN, qui reposait, sur le plan stratégique, sur le primat de la défensive et d'une résistance longue permettant aux soutiens internationaux au pays agressé de s'organiser.

L'atome et la dissuasion nucléaire ont conforté une bipolarisation du monde, chacun sous la protection mais aussi le contrôle de la puissance nucléaire dominante en son sein.

L'asymétrie apparue avec les guerres de décolonisation, reprise et aggravée lors des guerres « hors zone OTAN » depuis 2001, a conduit à l'échec du « nouvel ordre mondial » proclamé par Washington en 1990 et qui avait paru sur le point de s'établir, sous l'égide de l'ONU.

La rupture internationale et ses conséquences stratégiques.

Inversement, la fin de l'Europe de Westphalie et les guerres nationales ont constitué l'arrière-plan de la pensée de Clausewitz. La fin de l'Europe de Vienne en 1914, avec ses mécanismes de négociations permanentes et ses valeurs partagées, a conduit à l'escalade du conflit et à la guerre totale.

La fin du monde bipolaire en 1990 a favorisé la montée des conflits locaux, qui n'étaient plus aussi bien contrôlés par les deux Supergrands, et de l'asymétrie stratégique.

Sur un plan plus étroit : la Triple Entente Paris-Londres – Saint Petersburg (1891, 1904, 1907) conduit au Plan Schlieffen, les Allemands se considérant comme encerclés et menacés (alors que leur stratégie auparavant était défensive) et à l'offensive à outrance.

Le voyage de Nixon à Pékin en 1972 change la donne stratégique. La dissuasion est compliquée par le problème de la puissance nucléaire N+1. L'URSS, pour reprendre l'avantage sur les États-Unis et pour combattre la montée

de l'influence chinoise dans le Tiers monde, revient à une stratégie d'action (Afrique, Afghanistan).

L'épuisement auquel la course nucléaire plus sa stratégie d'action la conduit provoque sa chute et la fin de la Guerre froide, avec le début de la phase, dans laquelle nous nous trouvons encore, d'association étroite entre ruptures stratégiques et ruptures internationales.

La fin de la guerre froide a mis un terme à l'équilibre de la dissuasion nucléaire réciproque bipolaire. Si les périphéries étaient restées souvent instables pendant la Guerre froide, l'Europe en était, elle, le front central et jouissait d'une très grande stabilité, au sens stratégique du terme. Les événements des Balkans depuis 1991 ou en Ukraine actuellement montrent que la dissuasion réciproque n'est plus efficace comme stabilisateur du Continent. La rupture internationale a conduit à une rupture stratégique, qui à son tour favorise des ruptures internationales. Avec en outre la tentation du retour à des stratégies nucléaires d'emploi en Russie et aux États-Unis, ou d'une reformulation de la notion d'intérêts vitaux.

L'interaction permanente des ruptures dans la mondialisation

En effet la situation présente montre une interaction toujours accrue et toujours plus rapide entre ruptures internationales et ruptures stratégiques, selon un processus devenu itératif. Le monde actuel se caractérise par une mondialisation économique, intellectuelle, médiatique, mais aussi démographique, les pays dits occidentaux en particulier étant l'objet d'une modification de leur univers économique et culturel, et d'une immigration considérable, qui vont influencer leurs sociétés, leurs modes de vie et leur culture profondément et probablement de façon irréversible. Il n'est pas raisonnable de penser, d'après l'expérience historique et l'observation sociologique la plus évidente, que de tels bouleversements, y compris les déplacements des pôles économiques mondiaux, puissent rester sans conséquences. Il s'agit d'une très profonde rupture du système international occidental-centré auquel nous étions habitués. En même temps, ces ruptures au niveau international sont très étroitement associées, dans un jeu d'influences réciproques, aux ruptures stratégiques.

Du point de vue qui nous intéresse ici, on notera particulièrement la rémanence des liens de toute nature, y compris psychologiques et affectifs, entre les immigrés et leur pays d'origine; et donc l'importation des conflits régionaux. Internet assurant l'écho mondial instantané de tout incident (une caricature de Mahomet à Paris provoque immédiatement l'incendie d'un centre culturel français à Karachi...). D'où, on va y revenir, l'apparition désormais incontestable d'un véritable continuum sécurité-défense.

Une autre caractéristique de la mondialisation étant la multiplication des acteurs : organisations internationales, grandes sociétés, religions, ONG, médias. Les États n'ont

plus le monopole de l'action internationale. En même temps les États bien organisés et sachant ce qu'ils veulent peuvent utiliser les nombreux camouflages et instruments d'influence fournis par ces nouvelles réalités.¹ En particulier, ils sauront maîtriser ruptures stratégiques et internationales par une adaptation souple, permanente, permettant de gérer en continu et de façon intégrée les deux types de rupture. Mais il faut pour cela une stratégie d'un type nouveau...

On constate également la montée des normes et du droit international. Quant à la Cour pénale internationale, cour permanente prenant la suite des tribunaux internationaux *ad hoc* pour l'ex-Yougoslavie ou le Rwanda, sa création à partir du Statut de Rome de marque le début d'une justice internationale permanente établie au-delà de la compétence territoriale des États. Bien entendu, il ne s'agit encore que de débuts timides, mais dans ce mouvement on constate que la tendance à la judiciarisation des opérations militaires extérieures, par exemple, commence à préoccuper très sérieusement les Armées françaises. Elles intègrent désormais totalement les aspects juridiques dans leurs opérations extérieures, y compris avec la présence d'officiers spécialisés dans les états-majors.²

Mais la stratégie ne disparaît pas elle s'adapte : sur le plan défensif, par exemple, le gouvernement français négocie des « accords de statut des forces » avec l'État sur le territoire duquel se déroulera l'opération, il vise en particulier une immunité totale de juridiction sur le territoire d'accueil. Cela signifie que, quelle que soit l'infraction commise, le personnel français ne pourra être jugé que par les juridictions françaises.³

Mais le Droit n'est pas seulement une contrainte, c'est aussi une arme : il permet la définition d'un argumentaire condamnant, et permettant de faire condamner par les instances internationales, tel manquement à la paix ou telle atteinte aux droits de l'Homme. Des Balkans à l'Ukraine à l'atome iranien, les années récentes nous en ont fourni de multiples exemples. Cette stratégie juridique est évidemment discrète, mais elle permet de faciliter des soutiens internationaux et une adhésion interne, indispensable dans des démocraties. L'importance croissante du Droit pour les actions internationales, y compris l'action militaire, nous conduit à une nouvelle révolution à la fois politique et stratégique : le développement de la sphère civilo-militaire.

Fondamentalement la rupture internationale correspond donc à une série de ruptures stratégiques qui lui sont étroitement liées. Des moyens anciens, comme le terrorisme, acquièrent une qualité nouvelle, équivalent à une rupture, des moyens nouveaux de toute nature se multiplient, rendus possibles par l'évolution du système

1 Georges-Henri Soutou, « Le nouveau système international », Bulletin de l'Académie des Sciences Morales et Politiques, n° 1, septembre-décembre 2011, pp. 93-116. Et Mireille Delmas-Marty, Résister, responsabiliser, anticiper ou comment humaniser la mondialisation, Le Seuil, 2012.

2 Lettre d'information du chef d'Etat-major de l'Armée de Terre, n° 11, mai 2011.

3 Ibid.

international et par la mondialisation, comme on va le voir dans un instant.

La mondialisation et le continuum sécurité-défense, ou la fin du primat de la politique extérieure en matière stratégique.

Une des plus évidentes conséquences de la mondialisation est qu'il devient de plus en plus difficile de distinguer entre sécurité extérieure et sécurité intérieure (en évitant toute simplification abusive). Il existe des liens de plus en plus étroits entre les deux. Certes, les sympathies idéologiques au temps de la Guerre froide, ou les affinités religieuses à l'époque des guerres de religion en Europe comportaient également ce genre de liens. Elles restaient néanmoins circonscrites aux domaines concernés, et tout l'art de la politique consistait de fait à les maintenir à un niveau gérable, en évitant de solidariser davantage, par réaction à des mesures de sécurité excessives, le « parti de l'Etranger » avec ses soutiens extérieurs.

Mais avec les interpénétrations de toute nature auxquelles conduit la mondialisation, le phénomène va désormais beaucoup plus loin, comme l'actualité le montre à l'évidence : il faut donc se résigner à reconnaître la réalité d'un continuum sécurité-défense. Et il faut prendre conscience de la fin du primat de la politique extérieure, qui fondait finalement les stratégies classiques jusqu'au nucléaire inclusivement, et qui surplombait les stratégies alternatives (la première préoccupation dans un conflit révolutionnaire ou une guerre coloniale était d'éviter « les ingérences étrangères »).

Le continuum civilo-militaire

Une deuxième rupture stratégique est le bouleversement des relations entre la sphère civile et la sphère militaire. La mission de l'officier traditionnel était essentiellement militaire, au service « clausewitzien » d'une autorité politique qui fixait les missions et leur contenu ainsi que leurs objectifs. Mais maintenant le passage de plus en plus fréquent de la notion de « guerre » à celle de « crise » bouleverse tout, d'autant plus que de plus en plus les crises sont internationales et font intervenir un nombre considérable d'acteurs étatiques mais aussi non-étatiques (organisations internationales, ONG, groupes armés divers).

La notion de « crise » renvoie à des catégories beaucoup plus complexes, et elle fait que l'ancienne distinction claire entre les moyens militaires et les objectifs politiques, auxquels les premiers sont subordonnés, cède la place à l'imbrication des « affaires politico-militaires », pour lesquelles à tout moment considérations politiques et militaires s'interpénètrent. On assiste là à une modification profonde des paradigmes clausewitziens, et du rôle du chef militaire, qui désormais n'est plus seulement un soldat, mais aussi un diplomate, et également un juriste, un économiste, et de plus en plus souvent un acteur de l'aide humanitaire d'urgence.

La fin de l'après-guerre froide et la stratégie du flou.

Une troisième rupture toute récente est la mise hors jeu de la célèbre formule définissant le BA-ba de la stratégie : « un chef, une mission, des moyens. » Mais de plus en plus, de nos jours, le chef est inconnu ou imprécis, la mission est mystérieuse voire confuse, les moyens non conventionnels ou difficiles à cerner. Ce n'est pas par hasard : on est passé d'un monde conflictuel mais structuré par la bipolarité Est-Ouest, à un monde non moins conflictuel, mais déstructuré...

D'autre part on assiste de plus en plus à l'éclosion de mouvements sans chefs ou sans structures claires de commandement. On ne sait pas par exemple comment est organisée aujourd'hui Al-Qaïda, si elle a un chef effectif, ou si ce n'est pas plutôt une nébuleuse. Les crises actuelles en Syrie et en Ukraine en fournissent d'autres exemples. Bien entendu dans certains cas on subodore l'existence de chaînes de commandement occultes, mais leur opacité rend très difficile une évaluation objective de la situation et donc l'élaboration d'une réponse stratégique efficace.

L'OTAN qualifie le nouvel environnement de « stratégie hybride », incorporant des stratégies classiques et des stratégies « alternatives. » A mon avis, ce n'est pas faux mais c'est insuffisant : la rupture est encore plus radicale, c'est pourquoi je suggère la formule de « stratégie du flou. » Il faut bien distinguer ici entre une stratégie imprécise, parce que les responsables sont en désaccord ou poursuivent des stratégies fluctuantes ou contradictoires, et la « stratégie du flou », qui est voulue comme telle. L'imprécision résulte d'un manque de clarté d'esprit, d'un défaut dans l'analyse et la conception de la manœuvre, ou dans son exécution. Le flou au contraire est voulu et organisé par le stratège : il fait partie intégrante de la manœuvre. Là aussi le flou règne, mais un flou voulu, « artistique... »

Le porte-aéronef britannique HMS *Ark Royal* (R07) transportant un groupe mixte de *Harrier* GR Mk. 3 et de *Sea Harrier* FRS Mk. 1, en 1982.



La séquence clausewitzienne paix-guerre-paix est dépassée. Les notions mêmes de paix et de guerre deviennent elles aussi floues. Nous sommes sortis de la stratégie classique, de même que nous sommes sortis d'un système international dominé par les Etats.

Pour quelles raisons? Elles paraissent multiples. Il est sûr que la mondialisation et la montée des relations transnationales de toute nature, indépendantes des gouvernements, y contribuent: les Etats ne sont plus les seuls acteurs des relations internationales, et en outre, car ils doivent s'adapter au monde nouveau, leurs moyens d'action ne sont plus seulement ceux qui soutiennent leur souveraineté au sens classique, comme la diplomatie et l'armée, mais comportent tous les moyens d'action indirecte et d'influence, y compris la pénétration de l'infosphère informatique.

En dehors des Etats, les grandes sociétés, les ONG, de nombreuses organisations internationales viennent en nombre croissant s'ajouter en parties prenantes du jeu international et même transnational, alors que certains acteurs traditionnels dans ce domaine (les religions, les groupes ethniques implantés dans divers pays...) n'ont nullement quitté la scène. La montée de pays « émergents, » où l'Etat au sens occidental du terme n'a jamais été en fait qu'une superstructure recouvrant la réalité d'un pouvoir dévolu à des groupes claniques, religieux ou partisans, y est sans doute pour quelque chose. La Russie de ce point de vue reste d'une certaine façon l'héritière de l'URSS, où la clé de voûte était le parti et les organismes relevant de lui, pas l'Etat au sens français du terme...

Des moyens nouveaux d'autres part, de toute nature, se multiplient: cela va de mouvements et groupes divers, manipulables et pénétrables, tout comme les ONG, dont on a vu le rôle dans les « révolutions de couleur » depuis 2004 dans les anciennes républiques soviétiques, jusqu'aux armes non conventionnelles et « asymétriques »,

mais devenues souvent très efficaces (que l'on pense au pourcentage de blessés et tués des armées occidentales en Afghanistan atteints par des mines improvisées...). Or les puissances militaires classiques elles-mêmes répondent à l'asymétrie par des mesures de camouflage, l'emploi de forces spéciales éventuellement clandestines, des opérations secrètes, l'utilisation de clients sur place, de réseaux de tout type, etc. A cela s'ajoute la guerre de l'information et de l'influence, le combat sur le *Net*. Là aussi le flou règne, mais un flou voulu, « artistique... »

Revenons une seconde sur la Russie. A propos du projet occidental post-guerre froide d'un nouvel ordre mondial, géré par l'ONU, où l'usage de la force serait réservé à des interventions humanitaires ou au titre de la sécurité collective, soumises à des mandats internationaux, normées et judiciairisées, la Russie, de la Crimée à l'Ukraine, nous a montré comment on répond. Il suffit de passer en dessous du seuil de déclenchement de ce lourd appareil, avec des partisans sur place, aidés par des « soldats dont on ne peut pas prouver l'origine, » selon l'expression du président Poutine. Cette « stratégie du flou » permet aux Russes de maintenir sur leurs méthodes et leurs objectifs, ou plutôt leurs gammes d'options, un flou volontaire qui a par lui-même une signification stratégique.

Mais dans le monde occidental, et en particulier aux Etats-Unis, en plein processus de privatisation de leurs structures depuis les années 1980, des facteurs différents aboutissent à peu près au même résultat: les centres de décision sont multipliés, leur hiérarchie moins claire, la privatisation de bien des domaines de la sécurité contribue aussi à multiplier les acteurs et à rendre les chaînes décisionnelles moins compréhensibles (ou plus faciles à camoufler ?). On peut prendre l'exemple des compagnies privées américaines de sécurité, comme *Blackwater*, qui à certains moments comprenait jusqu'à 50 % des effectifs américains présents en Irak. Ou encore le rôle des ONG, ou des grandes multinationales,

Un groupement de combat mixte de M2 et de M1 appartenant à la 1st US Infantry Division durant DESERT STORM (1991).



pas toujours totalement éloignées de leurs autorités nationales....

Quant au cœur du processus de décision, il est moins clair actuellement dans les pays occidentaux que jusqu'à la fin du siècle dernier. Outre une évolution institutionnelle et politique que je ne résumerai pas ici, l'informatisation du processus de décision joue aussi un rôle essentiel : on a désormais une organisation en nuage, et non plus en réseaux hiérarchisés, l'internet permettant à de très nombreuses personnes au sein des administrations concernées d'avoir voix au chapitre, alors qu'avant la circulation des documents internes des administrations suivaient la voie hiérarchique. Il devient de plus en plus difficile de savoir exactement qui a décidé quoi.

Un très bon exemple, et très topique dans la crise ukrainienne actuelle, est celui de l'extension de l'OTAN vers l'Est. Les Russes affirment que les Américains s'étaient engagés en 1990-1991 à ne pas procéder à un tel élargissement, ce que Washington dément. Encore aujourd'hui on ne sait pas avec certitude ce qui s'est passé. Le plus probable est que les Américains ont promis verbalement de ne pas étendre l'OTAN, mais sans engagement formel et *rebus sic stantibus*, et en entourant la question de brume...⁴ N'est-ce pas un bel exemple de flou sur une question éminemment stratégique ?

Les objectifs aussi évoluent, ou en tout cas leur présentation : on n'imagine plus un « discours des Quatorze Points », en fait assez précis, comme celui de Wilson en 1918. Les discours actuels (Bush et le « Grand Moyen Orient » en 2005, Obama et le « discours du Caire » en 2009) sont beaucoup moins rigoureux, on évoque la démocratie, le progrès, de façon vague. Cela donne la possibilité de s'adapter, d'évoluer, de soutenir les uns ou les autres, en fonction d'objectifs ultimes que l'on se garde de proclamer ou même de préciser. Si le discours est désormais imprécis, c'est que les objectifs sont devenus beaucoup plus flexibles. Ce sont des gammes d'options plutôt que des objectifs déterminés. Cette flexibilité est en soi une stratégie, car elle maximise liberté d'action et capacité de manœuvre dans un monde de plus en plus complexe, où les acteurs se multiplient sur le plan international, et les parties prenantes sur le plan interne, et où aucun Etat ne peut espérer imposer à long terme son point de vue sans manœuvrer et s'adapter. Au fond, de la Syrie à l'Ukraine, la Russie et l'Amérique, avec plus ou moins d'efficacité, recourent toutes deux depuis quelques années à la stratégie du flou.

Les avantages de la stratégie du flou me paraissent certains. Pour les faibles, elle permet de maximiser le rendement des moyens asymétriques qu'ils sont conduits à utiliser et de passer entre les gouttes. Pour les forts,

elle permet de rétablir la liberté d'action face à aux adversaires « asymétriques » et face à la montée malgré tout du rôle de l'ONU et des organisations et tribunaux internationaux, qui limitent les moyens que les Etats peuvent utiliser ouvertement pour imposer leurs vues. Et pour les uns et les autres, la stratégie du flou et de l'indétermination fait que c'est l'adversaire lui-même, en état de sidération, qui se pose les questions et se fait les réponses ! Ce qui est la meilleure façon de neutraliser la sphère médiatique et informatique.

Conclusion : La clarté contre le flou

Comment répondre ? Il faut reconnaître la réalité d'un continuum sécurité-défense : on ne peut plus séparer de façon tranchée sécurité intérieure et sécurité extérieure. Il faut porter la plus grande attention aux pénétrations, aux propagandes, etc. Mais il ne faut pas se faire d'illusions : les Occidentaux ont construit depuis les traités de Westphalie un système international reposant sur des Etats, plus tard des Etats-nations. Ils sont structurellement moins à l'aise dans un monde de mouvements et d'organisations non-étatiques. D'autre part ils sont tenus à un minimum de respect des normes internationales. Il faut en prendre son parti : les Etats occidentaux ne sont pas outillés pour définir leur stratégie et leur action en dehors du cadre international interétatique (sauf aux marges, les opérations de renseignement ou d'influence). Et ce n'est qu'exceptionnellement qu'ils pourront recourir à la « stratégie du flou, » même si les Etats-Unis à différentes reprises ont tenté de s'y livrer : voilà une nouvelle asymétrie, qui les distingue de mouvements comme Daesh ou d'Etats comme la Russie.

Mais il faut aussi garder toute la gamme des moyens, y compris conventionnels lourds et nucléaires : car l'incertitude inclut le risque d'escalade, c'est le grand danger. En effet la stratégie reste l'affrontement des volontés, et toutes les ruptures, internationales et stratégiques, peuvent modifier la déclinaison du phénomène guerre, mais pas sa nature profonde, qui implique toujours la possibilité d'une ascension du conflit.

Cependant il faut admettre qu'un recours à la stratégie du flou va s'imposer de plus en plus souvent, vu l'évolution de la planète. En même temps tous les pays sont-ils également bien outillés pour recourir à cette stratégie ? Ne doit-on pas admettre que les pays démocratiques sont là moins à l'aise, car ils contrôlent moins bien l'information et l'opinion ? Etant donné leur nature, leur meilleure défense n'est-elle pas de réagir au flou voulu de l'adversaire par la clarté de leurs propres décisions, de leurs moyens, de leurs objectifs ? Car la stratégie de la clarté est aussi une stratégie, mais qui exige continuité et fermeté. Mais en tout état de cause ce sont les pays qui savent le mieux ce qu'ils veulent (c'est-à-dire dont les élites sont organisées et d'accord sur l'essentiel...) qui pourront le mieux jouer ce nouveau grand jeu, rendu encore plus difficile que le précédent par les ruptures internationales et les ruptures stratégiques auxquelles nous assistons.

G.-H. S.

⁴ Le récit le plus juste est à mon sens celui de l'ambassadeur britannique à Moscou à l'époque, Rodric Braithwaite, *Across the Moscow River. The World Turned Upside Down*, Yale UP, 2002, p. 134. Braithwaite admet que les Russes eurent des raisons de se sentir par la suite roulés. Dans ses mémoires, Bill Clinton raconte comment il a progressivement annoncé à Boris Eltsine que l'OTAN serait finalement élargie, mais en prodiguant en échange des promesses et garanties finalement fort vagues (*Ma Vie*, Odile Jacob, 2004, pp. 690 et 790).